



La crise que nous traversons depuis un an permet d'identifier de façon remarquable ce qui manquait déjà à notre école, conséquences de plus de 20 ans des différentes politiques éducatives menées. Tous ces manques avaient déjà impacté en premier nos élèves issu.es des classes populaires. Et c'est

l'articulation de la gestion erratique de la crise sanitaire par JM Blanquer avec ces politiques éducatives désastreuses, conjuguées au désengagement financier qui a creusé les inégalités durant cette année, touchant de plein fouet les élèves les moins connivent.es avec la culture scolaire et dont l'école s'est de plus en plus éloignée.

Le creusement des inégalités scolaires et l'épuisement professionnel croissant des enseignant.es depuis maintenant un an sont le produit de l'imbrication de la crise sanitaire, de sa gestion par le ministère et de l'état du système éducatif qui préexistait. La crise a permis d'identifier de façon remarquable ce qui manquait déjà à l'école avant.

Parmi nos premières de corvée, nous pensons particulièrement à nos collègues AESH, ces collègues, des femmes à plus de 90% qui assurent des missions essentielles et qui pourtant sont embauchées dans des conditions indignes avec une rémunération mensuelle autour de 760 euros par mois. Rappelons si nécessaire que pour l'INSEE, on est considéré.e comme pauvre en France quand les revenus mensuels sont inférieurs à 885 euros ou 1 063 euros selon qu'on utilise le seuil de pauvreté fixé à 50% ou 60% du niveau de vie médian... Indigne.

Contractualisation, précarisation, cela en dit long sur les choix opérés et sur l'ambition de notre ministère pour l'Ecole... A l'image de la réforme de la formation initiale, qui se dévoile au jour le jour... Et qui permettra d'avoir de jeunes contractuel.le.s enseignant.e.s comme moyens d'enseignement à bas coût dans les écoles face à élèves et sans formation.

Mais qu'on se rassure l'Ecole va bien, les élèves progressent et c'est notre ministre qui nous l'écrit : les résultats des évaluations de mi CP le disent «notre marche vers la réduction des inégalités a repris son cours»... Alors même que la DEPP évoquait un creusement des inégalités en novembre, alors même que sur le terrain l'ensemble des collègues fait état de l'accroissement de la difficulté scolaire, s'inquiète des conséquences de la crise sur les élèves, alors que les postes de RASED sont décimés, que les conditions d'enseignement et d'apprentissage n'ont jamais été aussi dégradées ...Par quelle magie cette remise en marche s'est-elle opérée?

Parce que nous, nous savons que nous ne sommes pas des magicien.ne.s...

Nous savons que nous avons porté à bout de bras le système et permis d'éviter la fermeture des écoles, ça oui, mais nous connaissons aussi le prix du «à moyens constants» et du «si possible quand c'est possible». Le prix en termes de conditions de travail et de santé des personnels, et les conséquences présentes et à venir de ce «virus des inégalités» pour les élèves. [Pour reprendre le terme employé dans le rapport OXFAM sur l'accroissement des inégalités dans le monde et en France...mais l'Ecole de Blanquer semble miraculeusement en être épargnée].

Le SNUipp-FSU n'a eu de cesse de dénoncer ces tests standardisés, outil de pilotage et de formatage pour la mise en place d'une vision de l'école qui n'est pas la nôtre, et c'est cette école-là que ces tests standardisés peuvent au mieux évaluer : une école aux apprentissages formatés –normés –mécaniques –étriqués, et qui ne rend absolument pas compte des enjeux, des objectifs, des missions de l'Ecole que nous portons, ceux d'une école émancipatrice et qui se donne les moyens de faire réellement réussir l'ensemble de ses élèves.

Parce que cette Ecole-là, elle nécessite des moyens hautement plus ambitieux : des effectifs réduits, des remplaçant.es, des personnels RASED, des enseignant.es spécialisé.es...Vous savez les 214 postes pour notre département, sans misérabilisme, aucun. Et cette école a besoin de personnels solidement formés tout au long de leur carrière à l'ensemble des avancées de la recherche et non aux seules doctrines neuroscientistes, elle a besoin d'enseignant.es en capacité de concevoir et non de simples automates qui appliquent.

Elle a également besoin d'enseignant.es qui se sentent considéré.es et traité.es dans l'équité, la transparence et le respect de leur professionnalité.

Pour finir, quelques mots sur le sujet qui nous aurait pu nous réunir aujourd'hui : la direction d'Ecole.

Alors qu'au début du mois était soumise au Sénat la proposition de loi Rilhac sur la direction d'école, nous réaffirmons ici le rejet massif par la profession d'un statut pour les directeurs.trices lors de la consultation ministérielle de décembre 2019.

Comme nous n'avons de cesse de le rappeler, ce n'est ni d'un statut ni d'un référent direction, ni d'une sélection dont l'Ecole a besoin pour améliorer son fonctionnement mais d'une aide administrative statutaire, d'un réel allègement des tâches administratives, d'une amélioration des quotités de toutes les décharges de direction afin que chaque école bénéficie d'une décharge hebdomadaire, d'une réelle augmentation indiciaire bien supérieure à la « revalorisation » indemnitaire de 37,50€ brut par mois que le ministre vient d'accorder aux directrices-teurs et d'une formation à la hauteur.

Loin de la volonté managériale ministérielle faite d'injonctions et de contrôles qui a besoin d'un échelon hiérarchique supplémentaire, au plus près des collègues, pour contrôler leurs pratiques, pour imposer «ses bonnes méthodes».

Et pour la liste d'aptitude, plutôt que de réunir des commissions pour faire le tri, nous proposons de la supprimer et de tout axer sur la formation.

Nous demandons également la suppression de tous les avis défavorables, en particulier pour les collègues qui ont un avis favorable des IEN qui connaissent mieux les collègues qu'un jury derrière une table.

Merci de votre attention.